

Région de gendarmerie du Grand Est
Division de l'appui opérationnel
Bureau de l'immobilier et du logement
Section immobilier infrastructure
Détachement de Strasbourg

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

GENDARMERIE DE COLMAR CASERNE LACARRE - REMPLACEMENT ET RENFORCEMENT DE LA CLÔTURE

Valeur juillet 2023

ADRESSE CHANTIER :

GENDARMERIE NATIONALE
CASERNE LACARRE
56 RUE DE LA CAVALERIE
68000 COLMAR

A. GÉNÉRALITÉS

- A-1 Présentation de l'opération
- A-2 Contraintes spécifiques au chantier
- A-3 Phasage des travaux
- A-4 Installation de chantier et provisoires (le cas échéant)
- A-5 Modalités particulières d'interventions
- A-6 Documents et textes de référence

B. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

- B.1 PRESTATIONS À LA CHARGE DES ENTREPRISES
- B.2 CONNAISSANCE DES LIEUX
- B.3 DÉMARCHES ET AUTORISATIONS
- B.4 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT
- B.5 TRAITS DE NIVEAU
- B.6 TRAVAUX SPÉCIAUX
- B.7 CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION « SÉCURITÉ INCENDIE »
- B.8 ÉCHANTILLONS
- B.9 ÉLÉMENTS « MODÈLES »
- B.10 RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES
- B.11 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX
- B.12 RÉSERVATIONS – PERCEMENTS – REBOUCHAGES – SCELLEMENTS – RACCORDS
- B.13 FIXATIONS DES OUVRAGES SUR CHEVILLES
- B.14 PROTECTION DES OUVRAGES
- B.15 NETTOYAGE DE CHANTIER
- B.16 REMISE EN ÉTAT DES LIEUX
- B.17 PASSERELLES – PROTECTIONS
- B.18 BRUITS DE CHANTIER

C. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES TRAVAUX

1. TRAVAUX PRÉPARATOIRES – DÉPOSE

2. TRAVAUX DE GROS OEUVRE-MAÇONNERIE

3. TRAVAUX DE CLÔTURE-FERRONNERIE

4. TRAVAUX DE RAVALEMENT ET CREPISSAGE DES MURS ET MURETS

A. GÉNÉRALITÉS

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet la définition des travaux à la charge des entreprises et de leur préciser les principes envisagés pour la réalisation de ceux-ci en fonction des réglementations en vigueur et des besoins du Maître d'ouvrage.

Les travaux seront décomposés dans le DPGF en 3 lots :

- Lot 1 : GROS ŒUVRE – MAÇONNERIE
- Lot 2 : CLÔTURES – FERRONNERIE

A-1 Présentation de l'opération

La caserne de gendarmerie Lacarre de Colmar abrite un groupement de gendarmerie.

Dans le cadre de la sécurisation des gendarmeries, il a été décidé de renforcer et remplacer une partie de la clôture existante par une clôture plus haute correspondant aux normes du référentiel de sûreté des casernes de gendarmerie.

A-2 Contraintes spécifiques liées au chantier

Les entreprises, pour des raisons liées au fonctionnement, à la sûreté, à la sécurité et à la surveillance du site sont priées de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les gênes occasionnés concernant :

- L'accessibilité des travailleurs,
- Le stationnement des véhicules,
- La rotation des véhicules,
- La livraison de matériaux et matériels,
- Etc.

L'accès en dehors des zones de travaux est strictement interdit, sauf autorisation spécifique.

Les entreprises devront impérativement tenir compte de ces contraintes pour ne pas perturber le bon fonctionnement du site.

La gendarmerie restera en fonction pendant le temps des travaux.

Les entreprises veilleront à ne pas perturber l'usage, la circulation et s'assureront de ne pas mettre en danger les différents publics, notamment en limitant la rotation des véhicules, en limitant les livraisons de matériels et de matériaux (créneaux horaires précis), etc (liste non exhaustive). Une aire de chantier sera précisément délimitée.

A-3 Phasage des travaux

Une seule phase de travaux est prévu.

L'ordonnancement s'effectuera selon la programmation du calendrier prévisionnel d'exécution qui sera précisé lors de la période de préparation. Cependant, les travaux seront à faire avant la fin 2023.

A-4 Installation de chantier et provisoires (le cas échéant et si nécessaire)

À la charge de l'entreprise :

- Le panneau de chantier ;
- L'arrêté de travaux à la mairie pour encombrement de la voie publique (trottoir entre autres) ;
- Le plan d'installation de chantier avec implantation des clôtures, de la base de vie, des stockages, aire, zone de parking, etc ;

- Les clôtures de chantier y compris les portails et les portillons avec contrôle d'accès en périphérie des zones de stockage, de la base vie, du chantier proprement dit, etc. Les clôtures délimiteront la zone chantier en concertation avec les utilisateurs du site ;
- La signalisation (indication des zones en travaux, fléchage pour les usagers, parking provisoire, etc.) l'affichage et la communication ;
- Les moyens d'accès provisoires aux bâtiments pour le public pendant le temps des travaux ne devront pas être perturbés. La base vie (réfectoire/vestiaire, WC) y compris équipements (chauffage, éclairage, etc), matériels (micro-onde, point d'eau, etc), mobilier (tables, chaises, armoires, etc) et entretien ;
- Le réfectoire, la salle de réunion, le bureau de chantier et les vestiaires seront à installer dans la cour de la gendarmerie avec tout le soin nécessaire pour ne pas abîmer les revêtements de surface (pour toutes les commodités d'une base vie) ;
- Les sanitaires et douches devront être installés à proximité d'un point de raccordement eau/ assainissement avec l'éventualité de devoir les installer en dehors du périmètre de la gendarmerie ;
- Les branchements provisoires liés (eau, assainissement, etc) ;
- La ligne téléphonique/internet ;
- Le coffret général de chantier depuis le réseau EDF y compris le comptage ;
- Les démarches diverses et prises en charge des frais d'intervention divers des concessionnaires ;
- Le contrôle technique des installations électriques de chantier par un organisme agréé avec délivrance du PV de conformité aux différentes phases ;
- L'alimentation des bungalows de chantier depuis le coffret général via câbles d'alimentation aérien, y compris dispositifs de support divers provisoires ;
- L'éclairage de chantier extérieur (base vie, aire de stockage, extension, etc) par luminaires étanches fluorescents IP65/IK07 mini implantés dans les zones communes (alimentation en TBT 230 volts), y compris réseau de distribution et coffret de protection générale éclairage chantier ;
- L'éclairage de chantier intérieur par luminaires étanches fluorescents IP65/IK07 mini implantés dans les zones communes, y compris réseau de distribution et coffret de protection générale éclairage chantier ;
- Les coffrets chantier avec protection du type « disjoncteurs différentiels » avec alimentations et raccordement sur le coffret général de chantier et localisation suivant phasage d'intervention ;
- Le contrôle technique des installations électriques de chantier par un organisme agréé avec délivrance du PV de conformité, et du schéma électrique de distribution spécifique aux différentes phases ;
- Les appareils de chauffage électrique de chantier suivant nécessité par aérotherme en période hivernale ;
- Les frais d'entretien (déplacement d'équipement, remplacement de source, etc.) des installations de chantier ;
- Les dépenses liées (eau, électricité, téléphone, fermeture/ouverture chantier, nettoyage, etc) ;
- Nettoyage régulier du chantier (par appartement) selon les accords ou l'organisation interentreprises. Le chantier devra rester propre et devra le redevenir en cas de non-respect sur simple ordre de la Maîtrise d'ouvrage ;
- Nettoyage des extérieurs à la demande de la maîtrise d'ouvrage ;
- La protection des ouvrages existants conservés.

A-5 Modalités particulières d'interventions

Les interventions seront programmées en coordination avec la maîtrise d'ouvrage

Les interventions seront programmées, par défaut, du lundi au vendredi, uniquement en journée de 8 h à 18 h.

Les interventions en dehors de ces jours ou de ces horaires seront à spécifier au maître d'ouvrage et au coordinateur SPS (le cas échéant).

La programmation de travaux générant de fortes nuisances dans des plages horaires précises sera soumise à l'accord du maître d'ouvrage.

Les nuisances sonores importantes et continues devront être évitées avant 8 h du matin, après 18 h et entre 12 h et 14 h.

La méthodologie de réalisation des travaux devra toujours être choisie de manière à générer le moins possible de nuisances sonores et de poussières. Le maître d'ouvrage pourra imposer une méthodologie s'il juge que celle proposée ou réalisée par l'entreprise ne respecte pas cette contrainte. De même, le maître d'ouvrage pourra imposer la programmation des travaux dans des plages horaires de son choix.

L'ensemble de ces mesures n'entraînera pas de compensation financière vis-à-vis des entreprises concernées.

L'entreprise privilégiera l'utilisation de machine et outil électro-portatif fonctionnant sur batterie pour les travaux de découpe ou de perçement.

Les coupures électriques et/ou basculements divers et les mises en/hors service (chauffage, ventilation, électricité, SSI, etc.), sur toute l'installation, seront planifiées à l'avance. Les personnes ou organisation impactées devront être prévenues.

Pour les travaux à risques d'incendie (découpage de conduites notamment), des permis de feu seront à demander.

Les gravats, déblais, déchets, emballages, matériaux en excédent, etc. émanant de la déconstruction ou de la construction devront être triés sur site et évacués quotidiennement individuellement par chaque entreprise.

Le chantier devra être nettoyé chaque jour par l'entreprise ou à défaut par un intervenant tiers au frais de l'entreprise.

A-6 Documents et textes de référence selon le type de chantier

Les travaux seront réalisés dans les règles de l'Art, conformément (liste non exhaustive) :

En règle générale et en fonction du chantier : À l'ensemble des textes législatifs et administratifs nationaux, départementaux et municipaux (lois, décrets, arrêtés et circulaires) :

- Le Code du Travail,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation,
- Les documents relatifs à l'accessibilité des ERP aux personnes à mobilité réduite,
- Les documents relatifs à la sécurité incendie suivant classement du ou des bâtiments,
- L'ensemble de la réglementation applicable en matière de gestion des déchets,
- L'ensemble de la réglementation applicable en matière d'amiante,
- L'ensemble de la réglementation applicable en matière de plomb,
- La réglementation thermique en vigueur,
- Les réglementations relatives aux économies d'énergie,
- La réglementation acoustique en vigueur ,
- Les documents relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de Génie Civil,
- Les documents relatifs aux règles de préventions devant être mises en œuvre par les travailleurs indépendants et les employeurs exerçant directement une activité sur les chantiers de B.T.P.,
- Les documents relatifs à la prévention émis par les organismes de prévention (OPPBTP, INRS, etc.),
- La réglementation municipale relative aux seuils de niveaux sonores,
- Le règlement de police,
- Règles NV 65 : Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions. NF P 06-002,
- Règles N 84 : Action de la neige sur les constructions. NF P 06-006,

- Respect des normes électriques et notamment NF C 17-200, NF C 15-100 et NF C 18-510,

Pour les ouvrages et matériaux traditionnels :

- Aux cahiers des clauses techniques générales (CCTG),
- Aux normes P-NFP-XPP,
- Aux cahiers des charges, clauses techniques, clauses spéciales DTU et documents connexes DTU,
- Aux prescriptions ayant valeur de cahier des charges DTU,
- Aux règles de calcul DTU, aux Eurocodes, et autres règles (feu, sismique, vent, neige, etc.)
- Aux autres documents DTU,
- Aux normes françaises homologuées et expérimentales,
- Aux règles dites professionnelles,
- Aux normes européennes EN.

Pour les ouvrages et matériaux non traditionnels :

Les matériaux ou procédés non traditionnels devront bénéficier d'un avis technique français validé par le CSTB ou d'un avis technique européen validé par EOTA, L'entrepreneur pourra aussi présenter, un avis de chantier ou un cahier des charges ou un cahier de prescriptions de pose, visés par un organisme agréé. Toutefois, l'acceptation de ses procédés dépendra de la couverture par les assurances, de l'avis du contrôleur technique éventuellement missionné sur le présent marché et de l'avis du maître d'ouvrage/œuvre.

Documents particuliers : Les plans architecte (masse, niveaux, coupes, façades et détails selon le cas) sont fournis par le maître d'ouvrage

Nota : Les textes appliqués au présent cahier des charges sont ceux en vigueur à la date de marché. Toutes mises à niveau ultérieures, tenant compte de textes publiés ou d'application en vigueur au-delà de la date du marché ou déclaration de travaux, et présentant un caractère indispensable au fonctionnement, à la qualité, ou encore à la sécurité du bâtiment et des occupants, devront faire l'objet d'une exécution sur site, avec ou sans répercussions financière.

B. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

B.1 PRESTATIONS À LA CHARGE DES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entreprise devra implicitement le cas échéant :

- toutes ses installations de chantier,
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché,
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier,
- l'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à sa charge,
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux,
- tous les percements, saignés, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels,
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception
- la remise de toutes les instructions et modes d'emplois écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements, le cas échéant,
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte-prorata, le cas échéant,

– et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

B.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entreprise est réputée, par le fait d'avoir remis son offre :

- de s'être rendue sur les lieux où doivent être réalisés les travaux (visite obligatoire),
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage de matériaux, etc. des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.,
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, l'entreprise est réputée avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

B.3 DÉMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer le cas échéant, en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre et / ou chargé d'opération.

B.4 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT

La liaison entre les différentes entreprises, s'il y en a, concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante, avant et pendant l'exécution des travaux.

Bien que ce chantier soit un lot unique, plusieurs corps d'état sont impactés par les travaux : Du gros œuvre pour les maçonneries de murs, de la ferronnerie pour les clôtures, des espaces verts pour la taille et la replantation de végétaux, de la peinture pour le crépissage du mur extérieur.

La sous-traitance reste possible dans le cas où l'entreprise titulaire ne possède pas toutes les compétences nécessaires et inhérentes à son lot. Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas les compétences, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur qualifié.

Le choix du sous-traitant doit être soumis au maître d'ouvrage par DC4 pour accord.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- l'entreprise attributaire du marché prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux, le cas échéant,
- chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations,
- chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires,
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble,

– tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, un entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

B.5 TRAITS DE NIVEAU

Sans objet

B.6 TRAVAUX SPÉCIAUX

Sans objet

B.7 CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION "SÉCURITÉ INCENDIE"

Sans objet

B.8 ÉCHANTILLONS

L'entreprise titulaire du marché est tenu de fournir des plans de coupe et de face de la clôture ainsi que des photos avec incrustation dans le paysage de la future clôture,
Des échantillons de couleur seront à fournir pour le crépi coloré extérieur

B.9 ÉLÉMENTS « MODÈLES »

Sans objet

B.10 RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé au titulaire du marché qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

Le soumissionnaire est tenu à une obligation de résultat conforme aux exigences du cahier des charges.

B.11 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX

B.11.1 Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un avis technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

B.11.2 Produits de marque

Sans objet

B.11.3 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur titulaire étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

B.11.4 Agréments – Essais – Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un avis technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet avis technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyse de matériaux établis par des organismes qualifiés.

À défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

B.11.5 Stockage sur site

Le chantier est particulier de par les contraintes de sécurité.

Aussi, il sera interdit sans accord explicite du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et de l'exploitant de stocker matériel et outillage à l'intérieur des locaux.

B.12 PERCEMENTS – REBOUCHAGES – SCELLEMENTS – MAÇONNERIE

L'entrepreneur titulaire aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les percements, trous, scellements, constructions nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Les scellements, rebouchages, constructions, etc. seront toujours effectués par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

B.13 FIXATIONS DE LA CLÔTURE

La clôture dont la tenue doit être absolument garantie fera l'objet de rajout sur certains tronçons de poteaux maçonnés. La clôture devra être fixée sur ces poteaux maçonnés ainsi qu'aux murs par scellement des poteaux métalliques intermédiaires dans le mur en prenant en compte la résistance au regard de la prise du vent. Dans tous les cas la clôture sera positionnée sur le muret le plus possible en affleurement du bord extérieur sans laisser la possibilité de marche pied. Le déport maximum de la

clôture pour éviter ce marche pied sera de 3 cm. L'écartement entre les barreaux sera réduit afin d'éviter la possibilité de prendre appui avec la pointe du pied sur les traverses.

B.14 PROTECTION DES ABORDS EXTÉRIEURS

B.14.1 Protection des abords extérieurs

Le titulaire du marché doit l'exécution de ses propres travaux et s'il risque de causer des détériorations ou des salissures sur les abords extérieurs de la gendarmerie ou sur la voie publique il devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer le nettoyage et/ou la réparation.

B.15 NETTOYAGE DE CHANTIER

L'entreprise intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au nettoyage le cas échéant des sols et murs de son lieu d'intervention. Cependant, comme les travaux se feront à l'avancement de façon à ne jamais laisser de parties ouvertes pour la nuit, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, l'entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Seront également à la charge de l'entrepreneur le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus resteront à la charge de l'entrepreneur qui aura fait les salissures inhérentes à son propre chantier

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage pourront à tout moment faire procéder par une entreprise extérieure de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois, les frais en seront supportés par l'entrepreneur.

B.16 REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Les installations de chantier, les matériels et matériaux en excédent, ainsi que tous les autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage au plus tard le jour de la réception des travaux.

B.17 PROTECTIONS

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge, dans le cadre des prix du marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de sécurité pour travailler:

– toutes les barrières et autres protections nécessaires
et tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

B.18 BRUITS DE CHANTIER

B.18.1 Textes législatifs – réglementation

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par l'entrepreneur dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet dont notamment la Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 dite « loi bruit » avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

B.18.2 Prescriptions essentielles concernant les bruits de chantier : Obligations de résultat

Dans le cadre contractuel du marché, l'entrepreneur sera tenu à une obligation de résultat.

Il devra prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas de plaintes des riverains l'entrepreneur devra immédiatement prendre les dispositions qui l'imposent.

En cas de travaux bruyants (> 53 dB) ou de vibrations continues (type marteau piqueur), les travaux devront être réalisés dans les créneaux horaires validés par le maître d'œuvre.

C. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES TRAVAUX

**TOUTES LES DIMENSIONS, AINSI QUE LES QUANTITÉS, SONT DONNÉES À TITRE INDICATIF.
IL EST DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE DE LES VÉRIFIER IN SITU.**

L'objet du présent marché est de remplacer une partie de la clôture de la caserne de gendarmerie Lacarre de Colmar.

Les travaux de clôture sont découpés en **6 tronçons** de nature et de mode opératoire de pose qui peuvent être différents.

1. TRAVAUX PRÉPARATOIRES – DÉPOSE

1.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER

1.1.1 – Demande d'arrêté auprès de la mairie pour empiètement du chantier sur le trottoir le long de la rue de la Cavalerie et le long de la rue LACARRE ainsi que sur le domaine public du côté de l'entrée de la cité administrative

1.1.2 – Fourniture d'une liste des intervenants pour le contrôle d'accès de la gendarmerie

1.1.3 – Mise en place de barrières de type Héras boulonnée en délimitation de la base vie et la zone de stockage du chantier

– Repliement

Ensemble : 1

1.2 DÉPOSE ET ÉVACUATION

1.2.1 – Dépose de la clôture métallique, des couvertines ainsi que la démolition du muret pour le **tronçon n°1**.

Évacuation en déchetterie de l'ensemble des matériaux

longueur : 140 mètres

1.2.2 –Dépose de la clôture métallique, des couvertines ainsi que la démolition du muret pour le **tronçon n°2**.

Évacuation en déchetterie de l'ensemble des matériaux

longueur : 47 mètres

1.2.3 –Dépose de la clôture métallique, des couvertines ainsi que la démolition du muret pour le **tronçon n°3**.

Évacuation en déchetterie de l'ensemble des matériaux

longueur : 32 mètres

1.2.4 – Dépose et évacuation de la clôture métallique, des couvertines pour le **tronçon n°4**

longueur : 79 mètres

1.2.5 –Dépose et évacuation des couvertines pour le **tronçon n°5**.

longueur : 14 mètres

1.2.6 –Dépose de la clôture métallique, des couvertines ainsi que la démolition du muret pour le **tronçon n°6**.

Évacuation en déchetterie de l'ensemble des matériaux

longueur : 34 mètres

2. TRAVAUX DE MAÇONNERIE

Les murs et murets en place de 16 cm d'épaisseur présentent des détériorations particulières et les fondations des murs des **tronçons n°1, n°2, n°3 et n°6** ne supporteront pas une imposante clôture « barreaudée » Ils seront démolis et reconstruit plus large et plus haut. Les **tronçons de mur n°4 et n°5** sont à reprendre mais à conserver. Des poteaux bétons de section carré 40/40 cm sont à créer tous les 10 m afin de renforcer la clôture sur les **tronçons n°1, n°2, n°3 et n°6**. Pour ces **tronçons**, la clôture doit obligatoirement commencer et finir par un poteau béton. Des poteaux métalliques intermédiaires sont à sceller tous les 2,5 m sur ces mêmes tronçons. Le mur du **tronçon n° 4** sera comblé. Le mur du **tronçon n°5** restera dans l'état.

2.1 – Construction de mur d'une épaisseur de 40 cm dans la rue de la Cavalerie (**tronçon n° 1**). Un mètre de hauteur au point de niveau de chaussée le plus bas. Construction de poteaux bétons (40/40 cm) tous les 10 m incrustés dans le mur.

Longueur : 140 m

2.2 – Construction de mur d'une épaisseur de 40 cm dans la rue de la Cavalerie (**tronçon n° 2**). Un mètre de hauteur au point de niveau de chaussée le plus bas. Construction de poteaux bétons (40/40 cm) tous les 10 m incrustés dans le mur.

Longueur : 47 m

2.3 – Construction de mur d'une épaisseur de 40 cm dans la rue LACARRE (**tronçon n° 3**). Un mètre de hauteur au point de niveau de chaussée le plus bas. Construction de poteaux bétons (40/40 cm) tous les 10 m incrustés dans le mur.

Longueur : 32 m

2.4 – Rebouchages maçonnés des trouées dans le mur de la rue LACARRE **tronçon n°4**, mis à niveau du sommet du mur existant ; Reprise du dessus de mur suite à l'arrachage des couvertines

Longueur : 79 m

2.5 – Le mur dans la rue LACARRE **tronçon n° 5** est conservé à sa hauteur avec reprise du dessus de mur suite à l'arrachage des couvertines

Longueur : 14 m

2.6 – Construction de mur d'une épaisseur de 40 cm dans la rue du côté citée administrative de chaque côté du portail **tronçon n°6**. Un mètre de hauteur au point de niveau de chaussée le plus bas. Construction de poteaux bétons (40/40 cm) tous les 10 m incrustés dans le mur.

Longueur : 34 m

2.7 – Fourniture et pose de couvertines après reprise ou construction des murs et création de poteau béton sur **l'ensemble des tronçons**.

Longueur totale : 346 m

3. TRAVAUX DE FERRONNERIE/CLÔTURE

3.1 – Fourniture et pose des éléments de clôture pour le **tronçon n° 1** d'une longueur de 140 m. Barreaux pleins de 20 mm de diamètre espacés entre axe de 12 cm maximum. Hauteur des éléments de clôture de 2,20 m. Poteaux métalliques intermédiaires scellés tous les 2,5 m dans le mur. Clôture scellée indémontable dans les poteaux bétons

Ensemble : 1

3.2 – Fourniture et pose des éléments de clôture pour le **tronçon n° 2** d'une longueur de 47 m. Barreaux pleins de 20 mm de diamètre espacés entre axe de 12 cm maximum. Hauteur des éléments de clôture de 2,20 m. Poteaux métalliques intermédiaires scellés tous les 2,5 m dans le mur. Clôture scellée indémontable dans les poteaux bétons

Ensemble : 1

3.3 – Fourniture et pose des éléments de clôture pour le **tronçon n°3** d'une longueur de 32 m. Barreaux pleins de 20 mm de diamètre espacés entre axe de 12 cm maximum. Hauteur des éléments de clôture de 2,20 m. Poteaux métalliques intermédiaires scellés tous les 2,5 m dans le mur. Clôture scellée indémontable dans les poteaux bétons
Ensemble : 1

3.4 – Fourniture et pose des éléments de clôture pour le **tronçon n° 4** d'une longueur de 79 m. Clôture rigide double fil 8-6-8. Panneaux de grillage en treillis soudé 8/6/8 mm – maille 200 × 50mm – H=1,50 m x 2.50 m RAL 7022 à confirmer par le maître d'œuvre – picots défensifs en partie haute
– Poteaux complémentaires 60 × 40 RAL 7022 – compris manchons de liaison encastrés dans les poteaux et fixés solidairement à ceux-ci sans possibilité de démontage depuis l'extérieur.
– Bouchons supérieur
– Fixation du grillage aux poteaux par brides indémontables depuis l'extérieur ou tout système de fixation équivalent
Ensemble : 1

3.5 – Fourniture et pose des éléments de clôture pour le **tronçon n° 5** d'une longueur de 79 m. Clôture rigide double fil 8-6-8. Panneaux de grillage en treillis soudé 8/6/8 mm – maille 200 × 50 mm – H=1,40 m x 2.50 m RAL 7022 à confirmer par le maître d'œuvre – picots défensifs en partie haute
– Poteaux complémentaires 60 × 40 RAL 7022 – compris manchons de liaison encastrés dans les poteaux et fixés solidairement à ceux-ci sans possibilité de démontage depuis l'extérieur.
– Bouchons supérieur
– Fixation du grillage aux poteaux par brides indémontables depuis l'extérieur ou tout système de fixation équivalent
Ensemble : 1

3.6 – Fourniture et pose des éléments de clôture pour le **tronçon n°6** d'une longueur de 34 m. Barreaux pleins de 20 mm de diamètre espacés entre axe de 12 cm maximum. Hauteur des éléments de clôture de 2,20 m. Poteaux métalliques intermédiaires scellés tous les 2,5 m dans le mur. Clôture scellée indémontable dans les poteaux bétons
Ensemble : 1

3.7 – Fourniture et pose des éléments de clôture au-dessus des deux poteaux bétons du portail arrière. Barreaux pleins de 20 mm de diamètre espacés entre axe de 12 cm maximum. Hauteur des éléments de clôture de 1,40 m. Clôture scellée indémontable dans les poteaux bétons.
Ensemble : 1

3.8 – Rehausse du portillon résident bleu d'une hauteur de 2 m avec adaptation du nouveau lecteur de badge
– Ensemble : 1

3.8 – Fourniture et pose des éléments de clôtures en débords arrondis sur les extrémités du mur blanc de l'entrée principale (avec herse défensive)
– Unité : 2

4. TRAVAUX DE RAVALEMENT ET PEINTURE DES MURS ET MURETS

5.1 – Piquage et passivation des fers apparents sur les deux faces de mur des **tronçons n°4 et n°5**.
– Ensemble : 1

5.2 –Reprise des murs des **tronçons n°4 et n°5** par un enduit et mortier de surface et de rebouchage là ou les parties de mur sont en mauvais état (fissures, éclats, effritements, ferraillements apparents)
Forfait : 1

5.2 – Application d'un enduit « mortier filet » sur les deux faces de mur de l'ensemble des tronçons,
– **tronçon n°1** : 288 m²
– **tronçon n°2** : 94 m²
– **tronçon n°3** : 64 m²
– **tronçon n°4** : 280 m²
– **tronçon n°5** : 44 m²

– **tronçon n°6** : 68 m²
Surface totale : 838 m²

5.2 – Application d'un crépi silicaté appliqué à la taloche de marque STO ou équivalent sur les deux faces des murs, Couleur gaves de Bearn CRF 055-2 du nuancier Zolpan cromology facades ou équivalent,

– **tronçon n°1** : 288 m²
– **tronçon n°2** : 94 m²
– **tronçon n°3** : 64 m²
– **tronçon n°4** : 280 m²
– **tronçon n°5** : 44 m²
– **tronçon n°6** : 68 m²
Surface totale : 838 m²

A..... le..... L'entreprise (cachet et signature)